

**Bureau syndical du  
 14 novembre 2019**

**DELIBERATION N° 2019-11-098**  
**Modification du plan de financement relatif à la demande de subvention pour la  
 réalisation d'une nouvelle campagne de communication sur le tri**

Nombre de membres 25			L'an deux mille dix-neuf, le quatorze Novembre à dix heures trente, l'assemblée délibérante légalement convoquée par le Président le huit Novembre, s'est réunie dans les locaux du SYVADEC situé dans la zone artisanale, à Corte sous la présidence de Monsieur François TATTI, Président. Madame Marie-Laurence SOTTY a été désignée secrétaire de séance. Le quorum étant atteint le bureau peut valablement délibérer.
En exercice	Présents	Votants	
22	15	15	

**Présents :**

Messieurs : TATTI François, GIANNI Don Georges, ARMANET Guy, POLI Xavier, PAJANACCI Jean, LACOMBE Xavier, GIORDANI Jean-Pierre, GIFFON Jean-Baptiste, VIVONI Ange-Pierre, MATTEI Jean-François, BERNARDI François, FILONI François, et DE MEYER Jean-Michel.

**Présentes :**


Mesdames : SOTTY Marie-Laurence et ZUCCARELLI Marie.

**Absents :**

Madame : BATTESTINI Serena.  
 Messieurs : GUIDONI Pierre, MILANI Jean-Louis, VALERY Jean-Noël, FAGGIANELLI François, HABANI Yohan et MICHELI Felix.

Certifié exécutoire,

après transmission en Préfecture le : 19/11/2019  
 et de la publication de l'acte le: 19/11/2019



Pour le Président, par délégation,  
 Le Directeur Général Adjoint  
**Vincent ANDREI**

Accusé de réception en préfecture  
 02B-200009827-20191114-2019-11-098-DE  
 Date de télétransmission : 19/11/2019  
 Date de réception préfecture : 19/11/2019

**Monsieur François TATTI, Président, expose :**

Le bureau syndical a précédemment approuvé la demande de financement pour la réalisation d'une nouvelle campagne de communication sur le tri. À la suite d'observations de l'Office de l'Environnement de Corse une modification du dispositif est nécessaire pour instruire notre demande, notamment sur l'engagement du Syvadec sur le solde restant à financer.

Pour rappel : l'objectif de la campagne de poursuivre les efforts de mobilisation de la population sur le geste de tri.

Pour cette campagne de communication, le budget est estimé à 50 000 €. Le plan de financement de cette opération est établi selon un taux de 70%, soit 35 000€ HT ou à défaut le montant issu de l'application du taux maximum éligible, le solde ainsi que la TVA restant à la charge du SYVADEC.

Il est demandé aux membres du bureau d'approuver ce plan de financement, d'autoriser le Président ou son représentant à solliciter des subventions au meilleur taux possible auprès de l'ADEME et de l'Office de l'Environnement de la Corse, le solde restant à la charge du SYVADEC

**Le Bureau syndical, après en avoir délibéré:**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5211-1 et 5711-1

VU la délibération 2014-05-24 du 20 mai 2014 portant délégation d'attributions du Comité au Bureau,

VU la délibération 2019-06-040 relative à la demande de subvention pour la réalisation d'une nouvelle campagne de communication sur le tri

Considérant qu'il convient de préciser que le solde restant à financer après cofinancement de l'ADEME et de l'Office de l'Environnement de la Corse reste à la charge du Syvadec

Ouïe l'exposé de M. François TATTI, Président,

**A l'unanimité:**

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve le plan de financement précisé
- Amende la délibération 2019-026-040 précédemment approuvée
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à solliciter les partenaires financeurs au meilleur taux, le solde restant à la charge du Syvadec
- Autorise, Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération dans la limite des crédits budgétaires

Fait et délibéré à Corte les jours, mois et an que dessus,



Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,

François TATTI

*La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du SYVADEC et peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois suivant son affichage ou sa publication.*

Accusé de réception en préfecture  
02B-200009827-20191114-2019-11-098-DE  
Date de télétransmission : 19/11/2019  
Date de réception préfecture : 19/11/2019